



AILE PARLEMENTAIRE  
DU BLOC QUÉBÉCOIS

# COMMUNIQUÉ

## Pour diffusion immédiate

*Journée d'opposition du Bloc Québécois*

### « LES LIBÉRAUX ET LES CONSERVATEURS ONT ENCORE UNE FOIS CHOISI DE LAISSER TOMBER LE QUÉBEC »

– Jean-Yves Laforest et Robert Carrier

Ottawa, mardi 24 février 2009 – « Pour la deuxième fois depuis la reprise des travaux parlementaires, le Bloc Québécois a offert l'occasion aux partis fédéralistes de tendre la main aux Québécoises et aux Québécois en répondant à leurs préoccupations urgentes et, pour la deuxième fois, les libéraux et les conservateurs ont simplement répondu que leurs priorités à eux sont ailleurs », a déploré aujourd'hui le porte-parole du Bloc Québécois en matière de Finances, **Jean-Yves Laforest**.

Le député de Saint-Maurice–Champlain a ainsi commenté la décision de la Chambre de rejeter la motion du Bloc Québécois qui réclamait que le gouvernement fédéral renonce à la création d'une commission des valeurs mobilières unique. La motion demandait qu'Ottawa fasse également marche arrière dans sa décision de modifier la formule de péréquation. La motion a été déposée dans le cadre de la journée d'opposition du Bloc Québécois.

« L'Assemblée nationale du Québec a clairement fait connaître ses préoccupations quant au récent budget fédéral. Les parlementaires ont unanimement exprimé leurs préoccupations vis-à-vis des changements à la péréquation et des intrusions fédérales qui se multiplient dans les champs de compétences du Québec. Le budget met en œuvre un plafonnement de la péréquation qui fait perdre des sommes considérables au Québec et ouvre la porte à toute une série de nouvelles intrusions dans ses compétences. L'Assemblée nationale a également livré un message puissant pour s'opposer à la création d'une commission unique des valeurs mobilières. Le système actuel a fait ses preuves et le Québec n'a aucunement intérêt à ce qu'on y change quoi que ce soit », a repris **Jean-Yves Laforest**.

« Le plafonnement de la péréquation fera perdre un milliard de dollars au Québec cette année et jusqu'à deux milliards l'an prochain. Cet argent est nécessaire pour financer les priorités du Québec en santé, en éducation ou en matière de politique familiale. Cette décision porte donc un préjudice important à la population québécoise », a enchaîné son collègue porte-parole adjoint en matière de Finances et député d'Alfred-Pellan, **Robert Carrier**.

« De plus, au moment où le Québec a besoin de tous ses outils pour faire face à la crise économique et financière, Ottawa cherche à enfoncer dans la gorge du Québec un organisme pancanadien qui ignorera les spécificités du marché québécois. La Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soutiennent toutes deux que le système actuel est performant. Par ailleurs, il a été démontré que le système en place est moins coûteux que ce que les conservateurs cherchent à nous imposer », affirme toujours le député d'Alfred-Pellan.

« En repoussant une nouvelle fois les efforts du Bloc Québécois afin de réparer certains ponts entre le Québec et Ottawa, les conservateurs et les libéraux ont démontré qu'ils ont laissé tomber le Québec. C'est particulièrement inacceptable quand on songe que les députés de Terre-Neuve-et-Labrador n'ont aucunement hésité à rejeter le dernier budget parce qu'il ne correspondait pas aux intérêts de leurs concitoyens. Les députés fédéralistes du Québec, eux, se sont écrasés. Les Québécoises et les Québécois sont ainsi traités comme s'ils étaient des citoyens de seconde zone. Ils sauront se rappeler ce mépris et ce rejet », a conclu **Robert Carrier**.

– 30 –

Renseignements :

Nicolas Brisson, attaché de presse  
Cabinet du chef du Bloc Québécois  
Tél. : 613 947-2495  
Cell. : 613 294-2066  
[www.blocquebecois.org](http://www.blocquebecois.org)